

ELECTIONS AFSP 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration

LIVRET DES CANDIDATURES



ELECTIONS AFSP 2024

Renouvellement partiel du Conseil d'administration

LISTE DES CANDIDAT.E.S

En septembre 2024, 12 mandats au sein du Conseil d'administration de l'AFSP sont arrivés à expiration.

Du 19 au 28 novembre 2024, les membres de l'AFSP à jour de leur cotisation annuelle au 31 octobre 2024 voteront en ligne pour le renouvellement partiel des membres du CA de l'Association Française de Science Politique.

Pour cette élection, 14 membres de l'association se sont porté.e.s candidat.e.s.

Pour chacun.e d'entre eux vous pourrez consulter dans ce livret la profession de foi et le curriculum vitae.

CANDIDAT.E.S PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE :

- **ALBARET Mélanie**
- **ANTICHAN Sylvain**
- **ASSIMA Georges**
- **BELOT Céline**
- **CHELLE Elisa**
- **COLIN LEBEDEV Anna**
- **DÉZÉ Alexandre**
- **DUCLOS Nathalie**
- **DULONG Delphine**
- **ESTÈVE Adrien**
- **EYMERI-DOUZANS Jean-Michel**
- **JAFFRELOT Christophe**
- **LOUIS Marieke**
- **SA VILAS BOAS Marie-Hélène**



ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **MÉLANIE ALBARET**

Mélanie Albaret, professeure de science politique au sein de l'École
de Droit de l'Université Clermont Auvergne.

Profession de foi

Candidate pour la première fois au CA de l'AFSP, je souhaite m'investir dans l'Association afin de promouvoir la science politique et d'en défendre une vision pluraliste. Trois enjeux saillants de la discipline motivent ma candidature.

En poste dans une École de droit et un centre de recherche où la science politique représente un faible pourcentage des enseignantes chercheuses et enseignants chercheurs, j'ai pris conscience de la nécessité de réaffirmer sans cesse la légitimité de notre discipline et la pertinence des supports de poste en science politique. Pour ce faire, une action collective s'avère primordiale. Le rôle de l'AFSP dans la défense de l'autonomie de l'enseignement et de la recherche en science politique, en coordination avec d'autres instances collectives, est à cet égard, central. Il est donc indispensable que toutes les voix de la science politique soient représentées dans cette association nationale.

En outre, nous devons actuellement faire face aux enjeux d'une discipline « rare » qui obtient un succès croissant auprès des lycéennes et lycéens et des étudiantes et étudiants. Se posent dès lors les défis quant aux capacités d'encadrement, à la continuité pédagogique entre lycée et université, et à l'inégale distribution géographique de l'offre nationale de formation. La poursuite et l'approfondissement du dialogue avec les enseignants du secondaire ainsi que le partage des expériences des collègues qui ont créé une formation de science politique en licence constituent un point de départ décisif pour faire face à ces défis.

Enfin, du fait de mon profil d'internationaliste, je suis particulièrement attentive, en plus de la promotion des Relations internationales au sein de la science politique française, aux enjeux de l'internationalisation de la discipline. L'ouverture internationale implique de trouver un équilibre entre la diffusion des recherches et des apports de la science politique française en anglais, la structuration d'espaces de dialogue et de recherche francophones et la valorisation de travaux et communications réalisés dans d'autres langues et mondes universitaires que français et anglo-saxons.

C'est dans la perspective de porter ces thématiques dans les processus et travaux en cours ou en créant de nouveaux espaces de réflexion et d'échanges que je sollicite votre confiance.



Curriculum Vitæ

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

Professeure des universités, École de droit, Université Clermont Auvergne depuis 2023. Maîtresse de conférences, École de droit, Université Clermont Auvergne de 2012 à 2023

FORMATION

Agrégation de science politique (2023) ; Doctorat à l'IEP de Paris (2010) ; ATER à l'Université de Lille 2 (2008-2010) ; Master de recherche à l'IEP de Paris (2005) ; Master de l'IEP de Paris (2005)

RESPONSABILITÉS COLLECTIVES, SCIENTIFIQUES ET/OU PÉDAGOGIQUES

Vice-Doyenne, Responsable de la Licence AES (depuis 2021) Co-directrice du Master Relations internationales (depuis 2024)
Co-rédactrice en chef de la revue Négociations (depuis janvier 2021)
Membre du Comité scientifique du Groupe de Recherche (GDR) CNRS sur l'action multilatérale (GRAM) (depuis 2020)
Membre élue du CNU (2015-2017)

RECHERCHES

Mes travaux de recherche qui s'inscrivent dans une approche sociologique des relations internationales, portent principalement sur la coopération internationale, le multilatéralisme, les négociations internationales, les contestations des organisations internationales et l'insertion internationale des pays d'Amérique latine.

PUBLICATIONS RÉCENTES

- « Contestations within International Organizations », in Marieke Louis and Bob Reinalda, (eds), Routledge Handbook of International Organization, Londres, Routledge, à paraître 2025
- « Semi-structured interviews », (avec Joan Deas), in Fanny Badache, Leah R. Kimber and Lucile Maertens (eds), International Organizations and Research Methods. An introduction, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2023, p. 82-89
- « Quand le terrain s'invite à domicile. Observer à distance la diplomatie multilatérale en ligne », Socio-Anthropologie, n° 45, 2022, p. 47-60
- « Dissenting at the United Nations: Interaction orders and Venezuelan contestation practices (2015-16) » (avec Elodie Brun), Review of International Studies, 2022, vol. 48, n° 3, p. 523-542

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de SYLVAIN ANTICHAN

Sylvain Antichan, maître de conférences en science politique à l'Université de Rouen, membre du laboratoire CUREJ.

Profession de foi

Maître de conférences en science politique à l'Université de Rouen, je me porte candidat, pour la première fois, au CA de l'AFSP. Dans un contexte où les menaces pesant sur l'ESR et la science politique ne cessent de croître (faiblesse des budgets, précarisation croissante, surcharge administrative, blocage des carrières, mise en cause de la liberté académique etc.), je souhaite contribuer au travail collectif de l'AFSP, aux côtés des autres associations et instances de notre discipline. Plus précisément, cette candidature est motivée par le souhait de m'investir dans trois chantiers déjà portés par l'association.

Je voudrais prolonger le travail entamé autour des formations en science politique. L'attractivité croissante de notre discipline auprès des étudiant.es s'est traduite par la multiplication de écoles privées et par l'éclatement de parcours dits « science(s) politique(s) » proposés dans de nombreux établissements mais sans recourir à des collègues relevant de la section 04. La régulation de ces formations, non adossées à la recherche, me semble constituer un enjeu majeur pour les savoirs et savoir-faire de la discipline mais aussi pour les créations de postes et les avancements de carrières dans les années à venir. En parallèle, il s'agit également de prolonger le travail entamé sur l'articulation entre licence et master, ainsi qu'entre l'enseignement secondaire et supérieur.

Étant en poste dans une université de région, où la science politique a été longtemps très marginale, j'aurai à cœur de contribuer à la représentation au sein du CA des établissements qu'on pourrait qualifier de « moins centraux » de la discipline – ceux où les politistes sont peu nombreux voire sont encore absent.es. Non pour opposer les uns aux autres, mais dans l'optique de contribuer, aux côtés d'autres collègues, à la mise en visibilité des problématiques propres à ces établissements, d'autant plus qu'ils forment une part significative de notre discipline en France et probablement un levier de son extension. Il me semble, par exemple, important de réfléchir aux conditions (intellectuelles et matérielles) de la recherche en science politique dans des laboratoires dominés par d'autres disciplines.

Enfin, dans le cadre de mon engagement au sein du CA, j'œuvrerai pour favoriser le pluralisme (tant théorique que méthodologique) de notre discipline, le dialogue entre spécialisations et les échanges avec les autres sciences sociales.



Curriculum Vitæ

Pour ce mandat au sein du CA de l'AFSP, je prendrai appui sur une expérience variée à différents endroits de la discipline. En effet, à la suite de mon doctorat en science politique réalisé à l'Université Paris 1, j'ai été amené pendant 6 ans à enseigner en tant que vacataire dans de nombreux établissements et à participer à des projets de recherche divers, me familiarisant avec différents sous-champs de la discipline.

Recruté en tant que maître de conférences à l'Université de Rouen en 2020, les premières années à ce poste ont été consacrées à la création d'une licence de science politique puis d'un département de science politique s'appuyant sur une équipe très réduite de titulaires. J'occupe ainsi plusieurs responsabilités administratives (de Campus France à Parcoursup, de la responsabilité d'année à la co-organisation de COS). Dans un UFR où la science politique demeure minoritaire, le dialogue avec les juristes demeure un enjeu central, ce qui m'a notamment conduit à co-créer et coordonner un axe « Pouvoir(s) et institution(s) » au sein de mon laboratoire – le CUREJ – réunissant politistes et juristes (droit public, privé et histoire du droit).

Mes recherches portent principalement sur les redéfinitions de la citoyenneté et du nationalisme à travers les liens entre mémoire et politique. Cet intérêt m'a conduit à analyser tant la fabrication que les appropriations « ordinaires » de politiques passées ou présentes liées à l'histoire nationale et aux attentats.

PUBLICATIONS RECENTES :

- « Comment l'antiterrorisme est-il devenu une politique transversale ? Attentats et centralisation de l'espace gouvernemental (France, 2012-2017), Gouvernement et action publique (à paraître) (avec Julie Le Mazier).
- « La concurrence des mémoires menace-t-elle la mémoire nationale ? », in Sarah Gensburger, Sandrine Lefranc (dir.), La mémoire collective en question(s), Paris, PUF, 2023, p. 269-278.
- « Les espaces sociaux du gouvernement international de la violence », Critique internationale, n°92, 2021, pp. 9-22 (avec Cyril Magnon-pujo).
- « Pourquoi s'arrête-t-on aux mémoriaux des attentats ? Politique et civilité autour des mémoriaux du 13 novembre », Politix, n°125, 2019, p. 59-85.
- « Comment l'histoire légitime-t-elle l'État-nation ? La coproduction du musée historique du château de Versailles par les élites de la monarchie de Juillet », Revue française de science politique, vol. 68, n°4, 2018, p. 629-650.

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **GEORGES ASSIMA**

Georges Assima, professeur émérite à la Faculté des Sciences
Economiques et Administratives de l'Université du Burundi.

Profession de foi

La science politique a principalement pour vocation d'être transnationale dans son approche des phénomènes confiés à son étude, par-delà sa mission première qui est de proposer une compréhension du fonctionnement des modes de gouvernement des peuples à partir d'une analyse scientifique du champ social. Elle apparaît dans l'histoire comme la préoccupation première des philosophes, qui ont conçu la société comme le vivre ensemble au bénéfice de l'individu en tant que cellule souche de la collectivité. Son nom, emprunté à celui de la cité de la Grèce antique, ne doit pas nous cacher que le tout doit être l'aboutissement de la volonté exprimée par chacun.

Certes l'existence des modes de gouvernement précède-t-elle celle de la chose publique, comme résultante de sa mise en forme par la volonté d'un peuple, mais ils appartiennent déjà au champ d'étude de la science politique en tant que catégorie embryonnaire d'un organisme accompli. L'étude de leur fonctionnement sera d'autant plus enrichissante qu'il s'agira de les confronter à la place, souvent prépondérante, de l'ego des acteurs individuels dans la prise de décisions s'appliquant au plus grand nombre. Cela ne diminue en rien l'intérêt de pénétrer le sens des mécanismes proprement étatiques dans la réussite, même sur le long terme, de l'administration d'une population en y intégrant les à-coups inévitables liés à l'affaiblissement des outils engagés ou qui sont provoqués par l'ambition de certains. Décrite par Jean-Jacques Rousseau avec une rare précision, qui lui donne sa valeur scientifique stricto sensu, la démocratie directe telle qu'elle triomphe principalement en Suisse est perçue par un trop grand nombre d'acteurs du monde de la politique à l'étranger comme le fruit défendu par excellence. Un contre sens avec lequel peuvent se complaire des pays tels que la France, dont on ne peut pas nier le mérite d'affirmer sa promesse tant sur le plan universel que dans son inscription en forme de talisman, sur le fronton de ses édifices publics. D'autres États, à l'instar des États-Unis, la pratiquent pourtant à une large échelle dans la gestion des affaires publiques au niveau local comme régional, apportant un surplus de proximité aux administrés.



Curriculum Vitæ

PERSONALIA

Naissance en 1944 à Istanbul/Constantinople. Mariage à Bujumbura/Burundi avec une Bruxelloise. Nationalité suisse. Domicilié à Pully/Vaud. Veuf.

FORMATION

1. Prix Spécial de l'Université de Lausanne/UNIL pour le Séminaire international de l'Ecole des SSP de l'Exposition Nationale Suisse de 1964, collectif, 1965.
2. Licence SSP, mention bien, 1966, licence Economie Politique, mention bien, 1968. Pr. Jean Meynaud, François Masnata, Firmin Oulès. Doctorat SSP en 1970, direction Pr. Jean-Charles Biaudet. Thèse : La Crise de Suez 1956.
3. Master of Business Administration, HEC/UNIL, 1982.

CURSUS

1. Economiste au Service des Pays en développement au Ministère/Département fédéral de l'Economie Publique, Berne.
2. Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et Administratives de l'Université du Burundi, Bujumbura. Secrétaire général puis Doyen. Co direction de thèse de doctorat sur le Burundi avec le Pr T. DAMS, Uni Fribourg en Brisgau/RFA.
3. Professeur en Relations internationales, American College of Switzerland, Ley-sin/Lausanne.
4. Responsable francophone du Secrétariat de la Commission fédérale des Etrangers du Conseil fédéral chargé de la politique suisse d'intégration sociale des étrangers, Berne.

5. Conférencier en Cours de Civilisation et Histoire, Facultés des Lettres de l'UNIL et de l'UNI Genève.

6. Cours d'Histoire sur la France et la Suisse à l'Université Populaire de Lausanne.

OUVRAGES

1. « La démocratie-directe en Suisse », Etudes statistiques, Ecole des SSP/UNIL, Lausanne, collectif, 1964.
2. « La Crise de Suez 1956 », Editions L'Age d'Homme, Collection Mobiles, Lausanne/Paris, 1970.
3. « Citoyenneté et Nationalité - Les étrangers en Suisse », Recueil, contributions de Gérald Arlettaz et Francisco Ruiz, Bruxelles, Belgium Copy, 2003.
4. « La théorie de la volonté générale chez Jean-Jacques Rousseau à la lumière du système de démocratie semi-directe suisse et leur modernité », in Nature et Société, Nouvelles Etudes Rousseauistes, Société bulgare d'étude du dix-huitième siècle, 2010.
5. « La France et la Suisse - Une histoire en partage Deux patries en héritage », Editions L'Harmattan, Historiques, Paris, 2012.
6. Documentation pour le film suisse L'Aube, adapté du roman d'Elie Wiesel, metteur en scène Romed Wyder, 2014.
7. « Les Forgerons de la Paix en Terre Promise - 1917-2017 », Editions Peter Lang, Berne, 2018.
8. « Napoléon III - Un Empereur venu de Suisse », Préface de Charles Bonaparte, Editions Infolio, Gollion, 2023.

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de CÉLINE BELOT

Céline Belot, chargée de recherche CNRS, membre du laboratoire PACTE, enseignante à Sciences Po Grenoble.

Profession de foi

Élue au Conseil d'administration de l'AFSP pour la première fois en 2020, je candidate au renouvellement de mon mandat.

Pendant ces quatre années au sein du CA j'ai notamment porté deux projets. J'ai tout d'abord eu à cœur d'ouvrir, avec d'autres membres du CA, une réflexion sur la vie des revues de sciences sociales. Il s'agissait de penser ces revues comme centre névralgique de nos activités, car porteuses d'une certaine conception de l'échange scientifique entre les approches, les méthodes, les disciplines, mais aussi d'échange avec nos étudiantes et étudiants et avec un public plus large. Dans cette perspective nous avons organisé le forum des revues au Congrès de Lille (2022). Nous avons poursuivi la réflexion lors des Rencontres (2023).

J'ai ensuite partagé la co-responsabilité, avec Simon Persico, de l'organisation du Congrès de l'AFSP à Grenoble. Nous avons voulu que ce congrès soit le lieu de l'expression de choix forts, celui d'un congrès éco-responsable, celui d'un congrès où le nouveau code de bonne conduite de l'AFSP soit pleinement appliqué, et celui d'un congrès en phase avec l'actualité, en adaptant certaines de nos discussions en tables rondes au contexte des législatives anticipées.

J'ai par ailleurs, tout au long de ces quatre années, participé à la réflexion sur l'ensemble des dossiers que porte l'association. Ils sont nombreux et nécessitent souvent un coût d'entrée, tant certains dossiers, comme celui du repyramidage des carrières, sont techniques.

C'est dans cette perspective que je souhaite renouveler mon engagement au sein de l'AFSP. Les défis posés à la discipline ne manquent pas. Celui des recrutements et des carrières est toujours aussi crucial. La question de la transparence et des formes d'inégalités dans les recrutements reste pressante, à l'heure notamment où des chaires professeurs juniors, les postes de MCF en CDD, les postes ouverts dans l'enseignement privés sont autant de nouveaux défis posés à l'université et la recherche publique. D'autres enjeux nécessitent également notre engagement, qu'il s'agisse de la création de lieux de partage de nos approches en tant qu'enseignants et enseignantes de science politique, de notre inscription à l'international, de la poursuite de la réflexion sur les lieux d'édition.

C'est dans ces perspectives, au service d'une association professionnelle défendant l'ensemble des aspects de notre métier, que je sollicite à nouveau la confiance des membres de l'AFSP.



Curriculum Vitæ

Après un parcours doctoral et post-doctoral mené à la fois en France et à l'étranger (Universités de Durham, d'Amsterdam et de Genève), j'ai intégré le CNRS en 2003 au laboratoire Pacte. Mes recherches, centrées sur les processus de légitimation politique, portent sur la formation des jugements profanes à l'égard des objets politiques éloignés, en particulier l'Union européenne, mais également sur la fabrique et les usages de l'opinion publique dans l'action publique. Parallèlement, j'ai toujours enseigné, à Sciences Po Grenoble en premier et second cycle, mais également plus ponctuellement à Sciences Po Rennes, SciencesPo et en tant que professeure invitée aux universités de Köln, Genève et Concordia. Depuis 20 ans, j'ai exercé de nombreuses responsabilités collectives, élue à plusieurs reprises au conseil d'unité de mon laboratoire et à la commission scientifique de Sciences Po Grenoble, responsable d'une des dix équipes du laboratoire et membre du bureau de direction de l'un des départements du laboratoire. J'ai également co-porté l'un des groupes de projet de l'AFSP entre 2015 et 2019, été élue au CA de l'AFSP de 2020 à 2024 et j'ai co-organisé le congrès de l'AFSP à Grenoble en 2024. Je suis enfin membre du bureau de direction de la revue Politique européenne, que j'ai dirigée entre 2006 et 2011.

Parmi mes publications récentes ou à paraître :

- Beaudonnet, Laurie, Belot, Céline, Le Gall, Cal, Van Ingelgom, Virginie, eds (2025 – à paraître) « Dossier : Les élections européennes de juin 2024 », Politique européenne, n°86 ;
- Belot, Céline, Schnatterer, Tinette (2025 – à paraître), « Revisiting the representative link through the commissioning of polls : The case of the polls commissioned by two French presidents, N. Sarkozy and E. Macron ». In: Druez, Elodie, Gonthier, Frédéric, Kelbel, Camille, Mayer, Nonna, Von Nostitz Felix, Eds. Democracy in Distress: Challenges and Opportunities in French Politics, Palgrave.
- Beaudonnet, Laurie, Belot, Céline, Caune, Hélène, Houde, Anne-Marie, Penne-treau, Damien (2023), "Narrating Europe: (re-)constructed and contested visions of the European project in citizens' discourse", Journal of Common Market Studies, vol.61 n°1, p.161-178.
- Belot, Céline, Bréchon, Pierre, Gonthier, Frédéric (2021), « Special Issue: Investigating forty years of French politics through value change », French Politics, vol.19 issue 2.

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **ELISA CHELLE**

Elisa Chelle, professeure de science politique à l'Université Paris Nanterre,
membre de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP).

Profession de foi

Je présente ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP pour la première fois. Mon engagement pour l'Association est ancien ; j'ai été vice-présidente de son comité d'éthique pour la période 2014-2016 et ai pris part à de nombreux Congrès. Je viens avec la volonté de contribuer au rayonnement et au développement de la science politique française. Mon parcours diversifié m'a sensibilisée aux enjeux d'internationalisation, d'interdisciplinarité et de dialogue entre IEP et universités.

Dans un monde social exposé à la désinformation et au relativisme, la science politique française doit affirmer sa pertinence et son pluralisme pour renforcer notre culture citoyenne et démocratique. Les nouveaux outils d'intelligence artificielle viennent bousculer à la fois l'enseignement et la recherche. Il pourrait être utile de mener une réflexion sur les conditions de leurs usages. De plus, la spécificité de la science politique française doit continuer à se faire entendre dans les espaces académiques internationaux. Ce serait une façon de ne pas céder à une uniformisation de la pensée.

Ces efforts ne sont possibles qu'en garantissant de meilleures conditions de travail aux jeunes chercheurs, aux vacataires, et aux titulaires. La précarisation de l'emploi dans l'enseignement supérieur, particulièrement dans un contexte de restriction budgétaire, est une de mes préoccupations majeures. Le sous-encadrement chronique dans notre discipline est en une autre. Face à une explosion de l'intérêt pour la science politique chez les bacheliers, nous devons nous mobiliser pour la création de postes à la mesure des tâches qui nous sont confiées.



Curriculum Vitæ

Après huit années de postdoctorat en France et à l'étranger (Grenoble, Maroc, Canada, Lyon), je suis devenue professeure de science politique à l'Université Paris Nanterre en 2019. J'occupe dans cet établissement (ou ai occupé) plusieurs responsabilités pédagogiques ou administratives, dont la responsabilité de la L1 de Science politique, la présidence de la Commission d'examen des vœux Parcoursup, et la représentation de la section au Conseil d'UFR. Depuis 2023, je suis également membre élue (suppléante) du Conseil national des universités (section 04).

Mes recherches portent sur le rapport entre policy et politics dans le domaine des politiques sociales et de santé aux États-Unis et en France. Cette spécialisation m'a permis de développer des liens privilégiés avec l'American Political Science Association (APSA), où je co-anime désormais le groupe « French Politics ». J'ai été chercheure ou professeure invitée à NYU, Cornell, Columbia, Georgetown et City University of New York. Je suis par ailleurs chercheuse affiliée au LIEPP de Sciences Po depuis dix ans.

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

- Coordination du dossier « Une démocratie ébranlée », Politique américaine, n° 42, 2024.
- Comprendre la politique de santé aux États-Unis, Rennes, Presses de l'EHESP, 2019.
- « Frame, Funnel, Deter: The Mechanisms of Behavioral Targeting », in Lorenzo Barrault-Stella, Pierre-Édouard Weill (eds), Creating Target Publics for Welfare Policies: A Comparative and Multilevel Approach, Berlin / New York, Springer, 2018, p. 69-92.
- « La philanthropie aux États-Unis et en France. Retour sur une traditionnelle opposition », Sociologie, vol. 8, n° 4, 2017, p. 395-408.
- « Un laboratoire urbain. New York sur le policy market de la lutte contre la pauvreté », Revue française de science politique, vol. 63, n° 5, 2013, p. 893-915.
- Gouverner les pauvres. Politiques sociales et administration du mérite, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

PAGE INSTITUTIONNELLE

<https://www.parisnanterre.fr/mme-elisa-chelle>

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de ANNA COLIN LEBEDEV

Anna Colin Lebedev, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris Nanterre, membre de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP).

Profession de foi

Maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris Nanterre, je présente pour la première fois ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP. Convaincue de la centralité de notre association dans l'animation de la vie de la discipline et dans la défense des conditions d'exercice de notre profession, je souhaiterais contribuer à son fonctionnement et à son développement.

Si je suis élue, je souhaiterais porter une attention particulière à l'action de l'association dans deux domaines : l'enseignement de la science politique et l'investissement du chercheur dans la cité.

Membre du groupe de recherche « Enseigner la science politique » à l'AFSP, je pense que notre association doit jouer un rôle central dans le soutien à nos pratiques pédagogiques. Moins valorisé que la recherche, l'enseignement est pourtant non seulement une activité qui occupe une part importante du temps de travail des enseignants-chercheurs, mais aussi un investissement dans l'avenir de notre discipline et dans sa place dans la société. Je souhaiterais que l'AFSP soit un lieu de réflexion, mais aussi un espace d'innovation face à des défis comme le développement de l'intelligence artificielle, la diffusion de l'enseignement à distance ou encore les demandes croissantes de professionnalisation de l'enseignement. Enfin, je souhaiterais encourager le développement de la formation à l'enseignement de la science politique, pour de jeunes collègues, mais aussi tout au long de la carrière.

L'engagement du chercheur dans la cité, en dehors de nos amphis et salles de cours, est une autre dimension qui me tient à cœur, et dans laquelle l'AFSP est déjà extrêmement active, comme en témoignent par exemple la table ronde inaugurale du congrès de l'AFSP de Grenoble en 2024, le podcast « Politistes dans la Cité » ou encore les publications du MagAFSP. Nos thématiques de recherche, qu'elles soient ou non en prise avec l'actualité immédiate, nous placent au cœur de la réflexion sur la décision politique, sur les logiques sociales et sur les dynamiques de conflictualité. Je propose d'approfondir la réflexion sur les manières de répondre aux demandes sociales, mais aussi d'être à l'initiative du partage des connaissances avec les acteurs sociaux. A cet effet, il pourrait être utile d'engager une comparaison internationale des pratiques des universitaires, mais aussi d'imaginer de nouveaux espaces et de nouveaux formats de diffusion de connaissances à un large public.



Curriculum Vitæ

Maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris Nanterre depuis 2017, j'ai un parcours professionnel diversifié et international.

Née en Union soviétique, arrivée en France en tant que réfugiée politique à l'âge de 14 ans, j'ai fait de cette origine un outil de travail et un atout professionnel. Après une formation initiale à l'Institut d'Études Politiques de Rennes, j'ai consacré ma thèse de doctorat, soutenue en 2009 à l'Institut d'Études politiques de Paris, au mouvement des mères de soldats en Russie, à l'intersection de la sociologie de l'institution militaire et de la sociologie de la protestation et de l'action collective. J'ai conduit un projet de recherche postdoctoral en Ukraine consacré aux vétérans de la guerre soviétique en Afghanistan. Depuis 2014, mes recherches portent sur les combattants et l'engagement des civils dans la guerre russo-ukrainienne.

Les années de thèse et de post-doctorat ont été pour moi l'occasion de vivre la vie de l'enseignant-chercheur à l'international. En tant qu'ATER, j'ai été affectée en 2004-2006 au Collège universitaire français de Moscou. Entre 2014 et 2016, j'ai dirigé le Centre franco-bélorusse d'études européennes de Minsk, filière délocalisée au Belarus de l'Université Bordeaux Montaigne. J'ai enfin coordonné entre 2009 et 2019 une série de dix écoles d'été internationales pour doctorants et post-docs en Ukraine, en coopération avec des institutions françaises, canadiennes et ukrainiennes.

Je suis également activement investie dans l'enseignement et l'encadrement pédagogique des étudiants. A l'Université Paris Nanterre, j'ai été successivement responsable d'année de licence, puis directrice du master en alternance « Risques, sécurité et conflits ». Au moment du COVID, j'ai fait partie de l'équipe de coordinateurs pédagogiques de mon UFR, conseillant et aidant les collègues dans la mise en place de l'enseignement et de l'évaluation à distance.

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

- « Sur le qui-vive. Parcours combattant et redéfinition du rapport à l'État en Ukraine entre 2014 et 2022 », Revue française de science politique, à paraître dans le numéro 73 (6).
- Jamais frères ? Ukraine et Russie, une tragédie post-soviétique, Éditions du Seuil, 2022
- Le cœur politique des mères. Analyse du mouvement des mères de soldats en Russie. Éditions de l'EHESS, 2013

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de ALEXANDRE DÉZÉ

Alexandre Dézé, professeur de science politique à l'Université de Montpellier, membre du laboratoire CEPEL.

Profession de foi

Professeur à l'Université de Montpellier et chercheur au CEPEL (UMR 5112), c'est la première fois que je présente ma candidature au Conseil d'administration de l'Association Française de Science Politique. Après avoir endossé diverses responsabilités locales au sein du Département de science politique de l'UM, je souhaiterais désormais pouvoir m'investir davantage au sein de l'association.

J'ai toujours participé de manière régulière aux manifestations de l'AFSP (congrès, rencontres, webinaires) ainsi qu'à plusieurs de ses groupes de travail (GEOPP, PARTIPOL, ESP). Je voudrais désormais poursuivre cet engagement en me mettant plus directement à son service, notamment en ce qui concerne son légitime combat pour la défense des libertés académiques, soumises à un nombre d'attaques croissant. Pour avoir fait l'objet d'une procédure-bâillon de la part d'un institut de sondages, procédure pendant laquelle j'ai reçu le soutien indispensable de l'AFSP et de ses membres, j'aimerais à mon tour pouvoir contribuer aux initiatives précieuses que mène l'OALA et à la coordination des actions avec d'autres associations (comme l'ALIA ou RogueESR).

L'un des autres enjeux majeurs pour notre discipline réside, de mon point de vue, dans la généralisation des techniques du *New Management Public* au niveau de la gestion des formations. Source supposée d'un allègement bureaucratique, cette doctrine de régulation des services publics, les procédures qu'elle impose, se révèlent à l'inverse, en pratique, extrêmement chronophages, tendant à nous éloigner toujours un peu plus de notre cœur de métier. Je propose de contribuer à la réflexion quant à ses implications au niveau de notre profession.

Enfin, alors même qu'il existe désormais en France une vingtaine de Licences de sciences de science politique, qui peinent pourtant à absorber le nombre toujours plus important de candidatures dans des cursus de science politique, et que celles-ci sont par ailleurs concurrencées par une offre privée en plein développement, l'évolution des modalités de l'enseignement de la science politique reste un enjeu crucial pour notre discipline. Poursuivre la réflexion entamée par le groupe de recherche « Enseigner la science politique » et en assurer le relais au CA me semble de ce point de vue relever d'un autre impératif pour notre association. Voilà, entre autres, les raisons qui motivent aujourd'hui ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP.



Curriculum Vitæ

Diplômé de Sciences Po Paris (DEA d'histoire du XXe siècle, DEA d'études politiques, doctorat), j'ai été recruté comme maître de conférences à l'Université de Montpellier en 2009, rattaché au CEPEL (UMR 5112), avant d'y être promu professeur en 2024. J'ai participé au sein de cette Université à la création de plusieurs formations en science politique (Licence de science politique, Master Métiers des études et du conseil, Bi-Licence économie et science politique, Master Gouvernance des sociétés et des territoires en transition) et j'y ai pris diverses responsabilités : responsable de la Licence (depuis 2012), co-directeur du Département (2017-2021), vice-président (2021-2024) puis président de la section (depuis 2024), co-directeur de Montpellier Science Politique (depuis 2021), membre du conseil de Faculté (2009-2019), etc.

Mes travaux de recherche portent principalement sur l'extrême droite, la communication politique (analyse de discours, iconographie politique, sondages) et les partis politiques. J'ai publié seul, en collaboration ou en codirection une dizaine de livres sur ces sujets, dont *10 Leçons sur les sondages politiques* (De Boeck, 2022), *Au nom du peuple ? Idées reçues sur le populisme* (Le Cavalier bleu, 2021, avec Emmanuelle Reungoat et Humberto Cucchetti), *Comprendre le Front national* (Bréal, 2017) ou encore *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question* (Presses de Sciences Po, 2008, en codirection avec Yann AUCANTE).

J'ai soutenu récemment mon Habilitation à diriger des recherches à Sciences Po Paris, avec un mémoire original dont le titre était : *On achève bien les partis. Une épistémologie critique de la « thèse du déclin » des partis* (garante : Florence Haegel), et qui sera prochainement publié aux Presses de Sciences Po. Enfin, je suis membre du comité de rédaction de *Pôle Sud* et codirecteur (avec Yann AUCANTE) de la collection « Ouvertures politiques » chez De Boeck, qui compte aujourd'hui une vingtaine de manuels et d'ouvrages.

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de NATHALIE DUCLOS

Nathalie Duclos, professeure de science politique à l'Université de Tours.

Profession de foi

Élue pour la première fois au CA de l'AFSP en 2020, je suis à nouveau candidate afin de poursuivre les actions engagées et d'en impulser de nouvelles. A travers la lettre de l'OMASP à laquelle j'ai contribué durant quatre ans, le pilotage de l'enquête sur les carrières et les repyramidages, la valorisation des formations universitaires sur le site de l'AFSP, j'ai œuvré à plus de transparence et à l'amélioration de notre réflexivité sur nos pratiques collectives, avec une attention particulière pour les difficultés de carrière des femmes.

Secrétaire générale de l'AFSP depuis l'automne 2022, j'ai notamment participé à l'organisation des Rencontres de la science politique de 2023 et du Congrès de Grenoble. En parallèle, j'ai travaillé à augmenter le nombre des partenariats institutionnels de l'association afin que celle-ci représente mieux encore la diversité des lieux d'enseignement et de recherche en science politique et qu'elle réponde davantage aux besoins et aux attentes de notre communauté. Il faudra encore élargir cette assise.

Cette représentativité accrue et les données collectées pour objectiver la situation des politistes en France nous ont aidés à plaider la cause de notre discipline lors des trois rendez-vous obtenus au MESR pour une meilleure prise en compte des spécificités de la science politique, petite discipline souvent victime d'arbitrages défavorables.

Mais il reste beaucoup à faire ! L'effort doit être poursuivi pour augmenter nos capacités d'encadrement alors que le succès de la science politique dans l'enseignement supérieur ne se dément pas depuis plus de dix ans. Les rendez-vous au ministère doivent devenir plus réguliers afin de jouer véritablement un rôle de groupe de pression. Il nous faudra en particulier défendre la science politique face à la concurrence du secteur privé qui profite des faiblesses en ressources humaines et financières de l'ESR pour développer des offres de formation dont le contenu laisse souvent à désirer et qui ne reposent parfois sur aucun concours des politistes.

J'entends également poursuivre l'effort de professionnalisation de l'AFSP, engagé avec la rationalisation de sa comptabilité et le développement des activités de valorisation de notre discipline (congrès, rencontres, MagAFSP, podcasts, webinaires, OALA, etc.). Je souhaite ainsi contribuer à un renforcement de l'AFSP, plus que jamais centrale dans la défense de notre discipline dans le contexte des restrictions budgétaires à venir.



Curriculum Vitæ

Docteure en science politique de l'Université Paris 1, j'ai été recrutée comme maîtresse de conférences à l'Université Rennes 2, dans un département d'AES, puis à l'Université de Tours, dans une UFR de droit. J'ai soutenu mon habilitation à diriger des recherches en science politique à Sciences Po et suis désormais professeure de science politique. De par ma trajectoire, j'ai une bonne connaissance *in situ* de la diversité des conditions d'exercice du métier d'enseignant-chercheur et des enjeux relatifs à la défense de nos spécificités disciplinaires. J'ai pu en particulier mesurer les difficultés de représentation de la science politique, en tant que petite discipline, mais aussi les enjeux de l'enseignement dans un cursus autre que de science politique.

Mes recherches doctorales, qui ont porté sur les manifestations paysannes en France, l'usage de la violence et les relations des syndicats agricoles avec les pouvoirs publics, relèvent de la sociologie de l'action collective et des groupes d'intérêts. Avec mon HDR, mes travaux se sont orientés vers les violences armées et les sorties de conflits dans le cadre des missions de paix de l'ONU, avec un intérêt particulier pour l'engagement des combattants dans les groupes armés et leur démobilisation après-guerre au Kosovo. Mes centres d'intérêts se situent ainsi au carrefour de la sociologie politique et des relations internationales. Par ailleurs, je suis membre du comité de rédaction de *Critique internationale* depuis près de dix ans.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

- Ex-Combatants and International Statebuilding: Veterans as Peace Brokers in Kosovo, London, New-York, Routledge, 2024.
- Violences politiques. Théorie, formes, dynamiques. Avec Xavier Crettiez, A. Collin, Coll U, 2021.
- « Joining the Kosovo Liberation Army: A continuist, process-based analysis », Violence, An International Journal, 1(1), 2020.
- Co-direction de numéro de revue, « Political Sociology of International Intervention. Peacebuilders on the ground », avec Grégory Daho et Cécile Jouhanneau, in Journal of Intervention and Statebuilding, volume 13, no. 3, 2019.
- Courtiers de la paix. Les vétérans au cœur du statebuilding international au Kosovo. Paris, CNRS Editions, 2018.

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **DELPHINE DULONG**

Delphine Dulong, professeure de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre du laboratoire CESSP.

Profession de foi

Je sollicite le renouvellement de mon mandat au CA de l'AFSP en vue de poursuivre et consolider le travail que j'y ai engagé. Durant ces quatre dernières années je me suis investie tout particulièrement sur deux dossiers. Le premier est le blocage des carrières des maîtres et maîtresses de conférences. J'ai en effet participé très activement au groupe de travail sur la réforme de l'accès aux postes de professeurs dont le résultat est un rapport avec recommandations présenté au ministère de l'ESR au nom de l'AFSP préconisant un décontingement – certes partiel et à titre expérimental – des postes mis au 46.1. Si j'ai l'honneur d'être réélue, je veillerai à ce que ce rapport ne soit pas purement et simplement enterré par le nouveau gouvernement en réactivant nos contacts au ministère et en m'engageant si besoin dans des actions de lobbying auprès d'élus.

Le second chantier que je souhaite poursuivre concerne plus largement les sciences sociales. Celles-ci sont en effet de plus en plus attaquées par des Médias et Réseaux sociaux proches de l'extrême droite, mais aussi et de manière inédite depuis 2017 par des autorités politiques. Dans ce contexte, j'ai en 2022 cofondé avec Vanessa Codaccioni et l'aide du bureau de l'AFSP, l'Observatoire des atteintes à la liberté académique (OALA), que je préside et anime. Son rôle est d'abord préventif : il s'agit de sensibiliser, former, informer les collègues via des conférences à la demande et des capsules vidéos (que nous avons nous-mêmes produites et déposées sur le site de l'OALA). Il s'agit aussi de conseiller et soutenir les collègues menacés ; il s'agit enfin de faire du plaidoyer auprès de l'opinion et des pouvoirs publics en produisant des rapports et des tribunes, en organisant ou participant à des événements, etc. Si j'ai l'honneur d'être réélue, j'entends donc consacrer mon second mandat en priorité à défendre notre autonomie en tant que membre de l'OALA.



Curriculum Vitæ

Je suis professeure en science politique à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et membre du Centre européen de sociologie et de science politique, après avoir été maîtresse de conférences à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines puis à Paris 1. Mes travaux de recherche articulent l'étude des institutions politiques (en particulier celles du pouvoir exécutif) et des inégalités sociales (en particulier celles liées au genre). J'ai récemment publié un ouvrage sur le *Premier ministre* (CNRS Editions, 2021) et co-dirigé (avec Anne Catherine Wagner) un ouvrage collectif sur *Le Gouvernement des conduites masculines* (Editions de la Sorbonne, 2024). Je suis membre sortante du CA de l'AFSP et présidente co-fondatrice de l'Observatoire des atteintes à la liberté académique (<https://www.afsp.info/activites/observatoire-oala/>).

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **ADRIEN ESTÈVE**

Adrien Estève, maître de conférences en science politique
au sein de l'École de Droit de l'Université Clermont Auvergne.

Profession de foi

Ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP est construite autour de trois grands axes. Premièrement, alors que notre discipline est concernée par des mesures de suppression et de non-renouvellement de postes qui s'annoncent toujours plus drastiques dans les années à venir, et qui touchent plus globalement les sciences sociales, il est nécessaire de lutter pour la défense des formations et de la recherche en science politique. En tant que membre du CA, je ferai ainsi en sorte que l'AFSP continue à faire pression en ce sens sur les autorités de l'ESR en parallèle des autres associations professionnelles. Recruté depuis peu dans une université où la science politique est minoritaire, je mesure les difficultés à défendre des enseignements et des formations, à obtenir des financements de recherche, ou simplement à assurer nos missions dans un contexte de lutte permanente avec les organismes de tutelle et les autres disciplines. Deuxièmement, en tant que maître de conférences en début de carrière, je suis particulièrement sensible à l'impact de ces difficultés sur les conditions de recrutement des jeunes collègues et de travail des personnes néo-recrutées. Il est nécessaire de porter le débat sur la précarisation des carrières, caractérisée par la multiplication de contrats de plus en plus courts (lorsqu'il est possible d'en avoir), et des exigences de mobilité, qui ont des effets sur la vie personnelle et la santé physique et mentale. Enfin, le troisième axe de ma candidature porte sur le développement des activités de recherche des politistes au sein de l'AFSP. Cet effort passe par les groupes de recherche, dont j'ai une expérience en tant que co-responsable du groupe sur l'écologie politique (GREP). Je suis convaincu de leur pertinence pour structurer des équipes thématiques dans la discipline et favoriser l'insertion des jeunes collègues, et je suis prêt à m'engager pour contribuer à leur structuration et à leur rayonnement lors des événements de l'association et au-delà. En tant qu'internationaliste, je suis enfin soucieux de promouvoir les études sur l'international, qui n'ont pas été représentées dans les groupes de recherche sélectionnés lors du dernier appel. Cette promotion pourra passer par la constitution d'une section, d'un groupe, ou d'un autre type espace de dialogue susceptible de donner une visibilité à ce champ de recherche et aux collègues qui participent à ces réflexions, dans toute leur diversité méthodologique et théorique.



Curriculum Vitæ

Adrien Estève est maître de conférences en science politique au sein de l'École de Droit de l'Université Clermont Auvergne, rattaché au Centre Michel de L'Hospital (UR 4232). Docteur en science politique de l'Institut d'Études Politiques de Paris (2020) et ATER au sein du même établissement, il a ensuite été ATER à l'Université Côte d'Azur à Nice, chercheur postdoctoral au Centre de recherches internationales (CERI) à Paris, et maître de conférences contractuel à l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg. Ses recherches se structurent autour de trois grands axes. Le premier axe, entre sociologie de l'action publique et relations internationales, est une enquête sur la sécurité climatique comme nouvelle politique publique internationale. Cette enquête est au cœur de sa thèse, publiée en 2022 et intitulée *Guerre et écologie. L'environnement et le climat dans les politiques de défense (France et États-Unis)* (PUF), et a aussi conduit à la publication de l'article « Intégrer les enjeux climatiques dans le secteur de la défense en France. La climatisation comme changement graduel de l'action publique » dans la revue *Gouvernement et action publique* en 2022. Le deuxième axe de ses recherches consiste en une sociologie des négociations internationales sur l'environnement et la sécurité. Mené dans le cadre du groupe de recherche « Environnement et relations internationales » du CERI, son travail sur les négociations environnementales internationales a permis la publication de deux numéros spéciaux dans les revues *Négociations* (vol.1, n°37, avec Carola Klöck) et *Études Internationales* (vol.53, n°3, 2022, avec Carola Klöck et Amandine Orsini), ainsi que la publication d'un manuel intitulé *Géopolitique de l'environnement* (PUF, 2024).

L'étude des négociations internationales sur la sécurité a quant à elle conduit à la codirection d'un projet puis d'un ouvrage sur le Conseil de Sécurité des Nations Unies, intitulé *Climate Security in the Anthropocene: Exploring the Approaches of United Nations Security Council Member-States* (Springer, 2023). Enfin, le troisième axe de ses recherches porte sur la théorie politique environnementale, et a pris la forme d'un manuel d'*Introduction à la théorie politique environnementale* (Armand Colin, 2020) et de deux publications dans la revue *Raisons Politiques*. Depuis 2022, afin de développer les recherches sur l'écologie, il co-dirige également le Groupe de recherche sur l'écologie politique (GREP) de l'AFSP.

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de JEAN-MICHEL EYMERI-DOUZANS

Jean-Michel Eymeri-Douzans, professeur de science politique
à Sciences Po Toulouse, membre du laboratoire LaSSP.

Profession de foi

Membre de l'AFSP depuis 1995, organisateur du congrès de Toulouse 2007, co-responsable de son Groupe de travail SPCA de 2007 à 2012, organisateur régulier de ST, je siège depuis 2020 au CA, y représentant mon établissement. L'expérience se terminant pour cause de rotation des établissements représentés, je vous soumetts ma candidature afin de poursuivre mon engagement dans la vie de l'Association.

A l'appui, je peux faire valoir trente ans d'une vie de politiste dans l'ESR, d'abord comme thésard au CRPS, puis EC dans un établissement international à Maastricht, une grande université parisienne, Paris 1, et un petit IEP de région. Comme chacune et chacun, je pratique nos sept vies d'universitaire et leurs injonctions contradictoires : chercheur en quête de résultats fuyants et de rares financements, animateur d'équipes de recherche, encadrant doctoral, membre de comités de revues, enseignant passionné à tous niveaux, créateur de masters, membre des instances, chef-adjoint d'établissement, recruteur dans des COS et jurys où les postes manquent, expert pour des gouvernants peu attentifs, etc. Mes compétences plus spécifiques tiennent à l'interdisciplinarité de mes projets, au caractère comparé de mes travaux, et à mon activité dans des sociétés savantes européennes : EGPA où je préside depuis cinq ans à l'organisation de congrès annuels de 500+ collègues, ECPR au comité exécutif duquel je viens d'entrer.

Ici et là, alliant conscience professionnelle, respect des personnes, humour et poésie, je m'emploie avec détermination à défendre ce en quoi je crois : notre absolue liberté académique et notre autonomie disciplinaire de penser et de mettre l'ordre social en critique systématique et raisonnée ; l'utilité de sciences sociales qui accroissent l'intelligibilité du monde pour nos étudiants et concitoyens, cultivant leur réflexivité ; la nécessité d'un pluralisme respectueux et délibératif dans notre discipline, avec pluralité des modèles, méthodes, et formes d'enquête et/mais maintien de notre unité par-delà les spécialisations ; le caractère national du Service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, avec financement par l'impôt de son fonctionnement, de ses recrutements, de ses développements futurs ; la qualité remarquable de nos recherches françaises et l'intérêt de faire voyager davantage nos concepts et nos résultats à l'international. C'est engagé pour ces valeurs que j'ai l'honneur, chères et chers collègues, de solliciter votre confiance.



Curriculum Vitæ

À SCIENCES PO TOULOUSE

Professeur et chercheur au LaSSP.
Directeur-adjoint aux RI.
Directeur du Master Conseil et Expertise en Action publique.
Membre du conseil académique de l'Université de Toulouse.

À PARIS

Membre nommé du conseil d'administration de l'AFSP.
Membre du conseil scientifique du Réseau national des MSH.
Membre du conseil scientifique d'histoire préfectorale.
Membre du comité de rédaction de la Revue française d'administration publique.
Membre du comité directeur, GIS Euro-Lab.

À L'INTERNATIONAL

Président (2019-2025), European Group for Public Administration (EGPA), Bruxelles.
Membre, Comité exécutif de l'ECPR.
Membre, CA de l'European Alliance for Social Sciences and Humanities.
Membre, Collège, Association internationale de politiques publiques-IPPA.
Membre, comités : International Review of Administrative Sciences, Public Policy & Administration, etc.
Expert ORA, FNRS belge.

RECHERCHES

Sociologie comparée de l'Etat, institutions de gouvernement, processus d'action publique en Europe, institutions et politiques de l'UE.

LIVRES

- avec G. Bouckaert, La France et ses administrations. Un état des savoirs, Bruylant, 2013.
- avec X. Bioy, S. Mouton, Le Règne des entourages, Presses de Sciences Po, 2015.
- avec G. Tanguy, Prefects, Governors and Commissioners. Territorial Representatives of the State in Europe, Palgrave, 2021.
- avec E. Aubin, J.-F. Kerléo, J. Saison, Quelle déontologie pour les hauts fonctionnaires ? LGDJ, 2021.
- avec M. Goransson, H. Kassim, Palgrave Handbook of Core Executive Coordination in Europe, 2025.

ARTICLES ET CHAPITRES

- « Prise de décision », in S. Jacob, N. Schiffrino (dir), Politiques publiques, Bruylant, 2021.
- « L'entreprise Macron, une entreprise d'Etat », in B. Dolez, A.-C. Douillet, J. Fretel, R. Le-fevre (dir), L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir, PUG, 2022.
- « Déterminer et conduire la politique européenne de la France », RFAP, 181, 2022.
- « France: under the rule of a contested politico-administrative elite whose legitimacy erodes », in A. Ladner et al., Handbook on the Politics of Public Administration, Elgar, 2022.
- « France: which prospects of hybridization for the Neo-Weberian State in the homeland of the 'State-in majesty' ? », Journal of Policy Studies, 39 (3), 2024, 13-31.
- « Policy Advise Paradoxes in France: so many advisors, experts and courtesans speaking (un-)true to power in a vertical 'republican monarchy' ». In G. Capano, J. Craft, M. Howlett, Routledge Handbook of Policy Advisory Systems, 2025.

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **CHRISTOPHE JAFFRELOT**

Christophe Jaffrelot, directeur de recherche au CNRS, membre du Centre de recherches internationales (CERI) et enseignant à Sciences Po.

Profession de foi

Quatre ans après avoir été porté à la présidence de l'AFSP, je suis à nouveau candidat à son CA afin de conforter les deux piliers sur lesquels elle repose comme société savante et comme organisation professionnelle.

Institution scientifique, l'AFSP doit rester un lieu d'échanges intellectuels vivant. C'est dans cet esprit que ses congrès font depuis 2022 une place plus grande à des sessions (semi-)plénières se prêtant à des débats plus larges et que les Groupes de Recherche se sont vus dotés d'un budget. L'AFSP valorise aussi les travaux des politistes grâce au MagAFSP, au webinaire « Poli(crit)ique » et à son podcast, « Politistes dans la Cité ». Ces instruments méritent d'être encore développés. Les Congrès pourraient ainsi gagner à s'ouvrir davantage à d'autres disciplines des SHS et à des partenariats internationaux.

Association professionnelle, l'AFSP a vocation à défendre les politistes. Cette mission, qui a déjà donné naissance à l'OMASP et au Comité d'éthique, s'est récemment traduite par la création de l'Observatoire des Atteintes à la Liberté Académique qu'il faut encore renforcer. Les groupes de travail internes au CA (sur le blocage des carrières des MCF et les conditions de travail) doivent, eux, permettre d'interpeller les institutions de l'ESR, à commencer par le ministère où l'AFSP a obtenu un rendez-vous annuel depuis 2022. La question de l'HDR ou du handicap sont d'autres enjeux justifiant des travaux communs et une action collective. L'AFSP doit aussi continuer à structurer la réflexion sur les difficultés concernant l'accès au terrain et l'enseignement de la science politique, notamment – s'agissant de ce dernier – pour mieux répondre aux attentes des collègues du secondaire avec qui un dialogue a déjà eu lieu lors des dernières Rencontres. Enfin, la montée en puissance du secteur privé de l'enseignement supérieur, vers lequel se tournent des étudiants que le public ne peut accueillir faute de moyens, appelle une réponse de la part de l'AFSP.

Pour améliorer la représentativité de l'AFSP il faut continuer à élargir le cercle des partenaires institutionnels à travers la France, promouvoir certaines sous-disciplines, comme les RI et la théorie politique et attirer en plus grand nombre les titulaires et les non-titulaires, au nom desquels l'association doit continuer de lutter contre une précarisation croissante – que l'étude sur les conditions de travail devrait permettre d'objectiver en détail.



Curriculum Vitæ

Depuis que j'ai rejoint le CNRS en 1991, mes recherches ont porté sur la question de l'identité nationale en Inde et au Pakistan, sur la sociologie des élites politiques en Asie du Sud, sur le national-populisme hindou dans l'Inde de Narendra Modi et sur les minorités dans cette région – en particulier les musulmans de l'Inde. Parallèlement à ces travaux fondés sur les terrains sud-asiatiques, je me suis intéressé au nationalisme, aux processus de (dé-)démocratisation, et à la question du populisme d'une façon plus théorique et comparative.

Au cours de ma carrière, j'ai été adjoint au directeur du CERI (1996-2000) puis directeur du CERI (2000-2008), Président du Conseil scientifique des UMIFRES d'Asie (2007-2017), Président de la Section 40 du CNRS (2012-2016) et Président de l'Association Britannique d'Etudes Sud Asiatiques depuis 2023. En parallèle à ces responsabilités administratives, j'ai été rédacteur en chef de *Critique internationale* (1998-2003), directeur de collections d'ouvrages (dont celle que j'ai créée chez Hurst/OUP New York) et membre de comités éditoriaux de revues (dont *International Political Sociology* et *Nations and nationalism*).

J'ai enseigné un semestre par an dans différentes universités Américaines (Columbia, Yale, Johns Hopkins et Princeton) de 2009 à 2015 avant de faire un à deux cours semestriel(s) par an à King's College (London) comme professeur invité.

Parmi mes ouvrages figurent, *Le syndrome pakistanais*, Paris, Fayard, 2013, *L'Inde de Modi. National-populisme et démocratie ethnique*, Paris, Fayard, 2019, avec P. Anil, *India's first Dictatorship – The Emergency, 1975-77*, London/Hurst, New York/OUP, New Delhi/HarperCollins, 2020 et avec V. Caru, *Histoire de Bombay/Mumbai*, Paris, Fayard, 2024.

J'ai aussi co-dirigé les ouvrages suivants : avec L. Louër, *Pan-Islamic Connections. Transnational Networks between South Asia and the Gulf*, New York, OUP, 2017; avec A. Dieckhoff et E. Massicard, *Populismes au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019 et avec D. Allès, *L'Indo-Pacifique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2024

Parmi les numéros de revue que j'ai dirigés figurent : « Comment la compétition démocratique travaille les identités collectives », *Critique internationale*, n° 51 (2011), avec A. Mohammed- Arif, « Politique et Religion en Asie du Sud », Paris, EHESS, 2012, avec M. Kuenkler, « Networks of Religious Learning across Asia », *Modern Asian Studies*, mars 2014 et « Political conservatism in India », *Studies in Indian Politics*, novembre 2017.

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de MARIEKE LOUIS

Marieke Louis, maîtresse de conférences à l'IEP de Grenoble, membre du laboratoire PACTE et actuellement en détachement en tant que directrice adjointe du Centre Marc Bloch à Berlin.

Profession de foi

Pour cette seconde candidature au CA de l'AFSP, j'aimerais d'abord exposer rapidement le bilan de mon premier mandat en tant que membre du Bureau de l'AFSP avant de proposer quelques directions pour la suite. Pendant quatre ans, j'ai notamment conçu et réalisé, grâce à la participation de nombreux·ses d'entre vous, le podcast mensuel « Politistes dans la Cité », désormais repris par Benjamin Boudou, afin d'aborder les différentes facettes de l'engagement des politistes dans l'espace public, au travers de leur participation dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans des instances publiques, des commissions parlementaires, etc. Il a été aussi beaucoup question de la diffusion de la recherche en science politique en lien avec l'actualité politique, sous divers formats et de la place que jouent aussi les enseignements et l'université dans laquelle on exerce. Au travers de ces témoignages, j'ai aussi essayé de proposer une réflexion sur le métier d'enseignant-chercheur en science politique afin de mieux le faire connaître au grand public, sans occulter les aspects liés à la dégradation des conditions de travail et aux formes de maltraitance institutionnelle. En parallèle de l'élection présidentielle en 2022, j'ai également coordonné un partenariat entre l'AFSP et la revue *La Vie des idées* sur « L'énergie du politique » auquel une quinzaine de politistes a participé.

Pour ce second mandat, je souhaite poursuivre un autre chantier auquel je participe depuis plus d'un an avec plusieurs membres du CA en lien avec les conditions de travail. Celui-ci renvoie notamment à la question du blocage des carrières des MCF d'une part, et à la valorisation de l'habilitation à diriger des recherches dans la carrière des politistes d'autre part, qui passe d'abord par une clarification des attentes et des préconisations à notre communauté. Ces deux volets se rejoignent en ce qu'ils mettent au cœur de la réflexion les enjeux de mobilité dans les carrières. Il s'agit d'un chantier difficile qui nécessite d'être en capacité de trouver des compromis au sein d'une communauté fragmentée par la diversité des statuts et des situations, et traversée par une précarité des jeunes chercheur·e·s qui rend certaines revendications difficilement audibles. J'espère néanmoins y contribuer du mieux possible.



Curriculum Vitæ

Actuellement directrice adjointe du Centre Marc Bloch, le centre franco-allemand de sciences sociales à Berlin, en détachement de mon poste de maîtresse de conférences à l'IEP de Grenoble, j'évolue dans le monde de la science politique depuis bientôt 15 ans. Après une thèse à l'IEP de Paris, une expérience d'ATER à l'IEP de Strasbourg puis au Collège de France, j'ai été recrutée à l'IEP de Grenoble en 2015 où j'ai notamment co-dirigé le parcours « Politiques et pratiques des organisations internationales ».

Ma socialisation à la science politique s'est faite au travers des groupes de recherche de l'AFSP et notamment le Groupe de recherche sur l'action multilatérale (GRAM), devenu groupe de recherche du CNRS. Depuis 2015, je suis membre du comité de rédaction de *La Vie des idées*, revue en ligne hébergée par le Collège de France qui publie quotidiennement des recensions et des essais dans le domaine des sciences humaines et sociales. Depuis 2021, j'ai également rejoint le comité de rédaction de la revue *Critique internationale*.

Mes recherches s'inscrivent dans une socio-histoire des relations internationales menée à partir de l'étude des organisations internationales, suite à une thèse consacrée à l'Organisation internationale du travail. J'analyse ces institutions par le prisme de la représentation et de la représentativité, de la (dé)politisation,

des carrières professionnelles, et des transformations du politique au vu de la montée en puissance des acteurs économiques. Mon habilitation à diriger des recherches est consacrée à la diplomatie patronale dans les organisations internationales aux XX^e et XXI^e siècles, à partir d'une comparaison entre la Chambre de commerce internationale et l'Organisation internationale des employeurs.

PUBLICATIONS RÉCENTES

- Routledge Handbook of International Organization, 2nd ed., New York, Londres, Routledge (à paraître en décembre 2024, avec Bob Reinalda)
- La dépolitisation du monde, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2024 (avec Lucile Maertens)
- Sociologie des relations internationales, 5e édition, Paris, La Découverte (collection Repères), 2023 (avec Guillaume Devin)

PAGE WEB

<https://cmb.hu-berlin.de/fr/lequipe/profil/marieke-louis>

ELECTIONS 2024

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **MARIE-HÉLÈNE SA VILAS BOAS**

Marie-Hélène Sa Vilas Boas, maîtresse de conférences
en science politique à l'Université Côte d'Azur.

Profession de foi

Maîtresse de conférences en science politique à l'Université Côte d'Azur finalisant une HDR sur la structuration du bolsonarisme à Rio de Janeiro (Brésil), je présente ma candidature pour la première fois au CA de l'AFSP pour un mandat de 4 ans.

En poste dans une faculté de droit où la science politique est minoritaire, j'ai à cœur de défendre la place institutionnelle de la discipline. Ces dernières années, j'ai participé aux réflexions collectives, avec les collègues de l'AECSP, sur les conditions de travail en fonction des établissements, du genre et du statut, mais aussi à celles menées autour des liens avec le secondaire, avec les membres du groupe de travail « Enseigner la science politique » créé au sein de l'AFSP. J'ai fait l'expérience, comme d'autres, des conséquences institutionnelles et des tensions sur les enseignants-chercheurs, en particulier les plus précaires, issues de la restructuration des universités françaises. L'occupation d'un mandat d'élue au CoCNRS en section 40 (2021-2025) m'a sensibilisée aux enjeux du recrutement et du suivi de carrière des chercheurs. Enfin, en circulant entre le Brésil et le Portugal, j'accompagne les évolutions internationales de la discipline et sa remise en cause par certains groupes politiques. Dans ce contexte, j'aimerais contribuer à la défense des libertés académiques, au renforcement des liens avec le secondaire et à la valorisation des multiples aspects de la carrière, en particulier ses dimensions administratives et pédagogiques qui occupent une part importante du quotidien des acteurs de l'ESR. Plus généralement, le rôle que l'AFSP joue dans la défense de la discipline est essentiel et je souhaite alimenter les réflexions sur sa place lorsqu'elle est insérée dans des dynamiques institutionnelles où elle reste secondaire.

En termes disciplinaire, j'entends œuvrer au renforcement d'une approche comparative, attentive à la diversité des processus politiques à travers le monde et fondé sur le dialogue, d'ores et déjà bien avancé, entre spécialistes des diverses « aires culturelles ». Mon ancrage dans une science politique comparative se traduit par une attention spécifique aux territoires « périphériques », qu'ils se situent dans les Suds ou dans les confins du Nord, tels que la Guyane et le Portugal, ainsi qu'à la pluralité des approches qui leur sont associées.



Curriculum Vitæ

PARCOURS PROFESSIONNEL

- MCF en science politique à l'Université Côte d'Azur (depuis 2016).
- Membre scientifique de la Casa de Velázquez et chercheuse invitée à l'Institut des Sciences Sociales (Lisbonne) en 2023/2024.
- Enseignante-chercheure contractuelle à l'Université de Guyane (2015-2016).
- Enseignante-chercheure contractuelle à l'Université d'Avignon (2013-2015).

DOMAINES DE SPÉCIALITÉ

- Sociologie de l'engagement, extrême droite, religion et politique, dispositifs participatifs, imbrication des rapports sociaux.
- Membre de l'ANR Corrupt-AL coordonnée par Marie-Laure Geoffray (2020-2024).

RESPONSABILITÉS DANS L'ESR

- Membre élue du CoCNRS pour la section 40 (2021-2025).
- Membre des comités de rédaction de *Participations* (codirectrice de publication en 2020-2022) et *Lusotopie*.
- Directrice du M2 Expertise du politique et Action Publique de l'Université Côte d'Azur.
- Co-responsable du groupe de travail « Enseigner la science politique » de l'AFSP (2022-2024) (avec Daniel Mouchard et Cédric Passard).

OUVRAGES

- Marie-Hélène Sa Vilas Boas, Hélène Combes, Marie-Laure Geoffray et Camille Goirand, Dictionnaire politique de l'Amérique Latine, Paris, Editions de l'IHEAL, 2024 (sous presse).

- Christophe Roux, Marie-Hélène Sa Vilas Boas et Victor Pereira (dir.), Le Portugal depuis la révolution des Œillelets. Dynamiques politiques et sociales, Paris, L'Harmattan, coll. Politique Comparée, 2022.

DIRECTIONS DE DOSSIERS ET ARTICLES RÉCENTS

- « La place contre les urnes : la contestation bolsonariste de l'élection présidentielle à Rio », *Cultures et conflits*, n°129, 2023, pp. 75-98. Traduit en anglais « The square against the ballot box: Bolsonaro supporters' challenge to the Presidential election in Rio de Janeiro », *Antropolítica*, vol. 56, n°2, 2024.
- « Un scrutin sans surprise ni électeurs ? L'élection présidentielle portugaise de janvier 2021 », *Pôle Sud*, n°55, 2022, pp. 171-187.
- (avec Stéphanie Guyon), Numéro « Relations sociales, relations ethno-raciales dans les trois Guyanes (Guyana, Suriname, Guyane française) », *Cahiers des Amériques Latines*, 2020, n°93.
- « Implementing Public Participation In Brazil. Sociology of Secondary Actors », *Cadernos CRH*, vol. 33, 2020.
- (avec Soline Laplanche-Servigne), Dossier « Catégoriser les publics minorisés », *Participations*, vol. 3, n°25, 2019.